

LA FRANCE MALADE DE SA TECHNOCRATIE BUREAUCRATIQUE

écrit par **Matthieu Creson** | 27 juin 2023 | 498 vues

L'IREF
remet



**les pendules
à l'heure**

L'IREF ne cesse de le rappeler : l'origine du mal français n'est pas son supposé « ultra-libéralisme » – la France n'a, nous ne le dirons sans doute jamais assez, *jamais* testé les solutions libérales, qui restent largement **exécrées** dans notre pays du fait de préjugés indéracinables ou d'une ignorance crasse. La source première du mal français, c'est sa fiscalité spoliatrice, son carcan normatif et réglementaire et sa bureaucratie étouffante, la conjonction de ces trois facteurs venant ainsi miner l'initiative privée sans laquelle il ne saurait y avoir de croissance soutenue ni durable.

Aussi faut-il se réjouir de voir certains élus rappeler ce constat sans appel à nos concitoyens. Dernièrement, sur le plateau de **BFMTV**, le maire LR de Cannes, David Lisnard, a ainsi énoncé un bien étrange paradoxe qui, à lui seul, résume la situation de notre pays : nous sommes champions des prélèvements, nous dépensons plus d'argent public que les autres, et pourtant nos concitoyens voient bien que les services publics se dégradent inexorablement. David Lisnard rappelle quelques chiffres : augmentation de 51% des violences volontaires sur la voie publique depuis 6 ans, avec une hausse du nombre d'homicides de 15%. On pourrait éventuellement tolérer plus facilement les excès de la fiscalité française si les résultats en matière de sécurité dans les villes et sur les routes, d'éducation publique, ou encore d'efficacité et de fiabilité des transports publics, étaient au rendez-vous, ce qui n'est manifestement pas le cas.

Le maire de Cannes livre à la fois le diagnostic et les causes de celui-ci. « On est, a-t-il indiqué sur BFMTV, dans un système hyperconformiste, qui produit de la norme, avec des élites qui sont toutes les mêmes, qui ne savent produire que des textes d'encadrement, qui dès qu'il y a un fait divers, (font) une loi, (font) de la surréglementation et on a l'impression d'avoir réglé le problème », avant d'ajouter tout aussi lucidement : « Il faut en finir avec 40 ans de régime des technocrates ». Tout est dit, ou presque. Car pour en finir avec la tyrannie technocratique, il faudrait déjà que les Français **reprennent**

massivement goût à la liberté individuelle et à l'initiative privée. Une chose qui ne se fera probablement pas du jour au lendemain dans un pays historiquement aussi peu décentralisé, aussi colbertiste que la France, où des hordes de fonctionnaires et de bureaucrates ont pour mission de veiller au fonctionnement des rouages de la grande machine d'État. Ne nous y trompons pas : il y a en France un immense vivier de potentiels créatifs (entrepreneurs, innovateurs, etc.) qui pourraient trouver dans notre pays un terrain propice à la conduite de leurs activités si seulement on pouvait alléger considérablement le poids de la fiscalité et de la bureaucratie qui pèse sur eux. Mais pour qu'un tel scénario puisse advenir, il faudra que les Français se déprennent de quantité d'idées préconçues qui les empêchent de se libérer.

TECHNOCRATIE

MATTHIEU CRESON

Matthieu Creson est conférencier et a travaillé comme enseignant. Il est diplômé de l'EDHEC, et titulaire de Masters en philosophie, lettres et histoire de l'art.